



Pour des territoires vivants... FAUT QUE ÇA DEMENAGE !

Des campagnes entre exil et exode.

Après une matinée consacrée à un panorama, sans ménagement, des politiques d'aménagement du territoire, l'après-midi du 30 juillet visait à explorer les diverses crises du lien qui affectent les espaces ruraux ici et ailleurs. Lien identitaire au territoire, d'abord. Lien entre les hommes aussi. Lien aux autres espaces enfin.

Dans cet esprit, Pierre Gasselin, agronome et géographe Inra, et la chercheuse/consultante Hélène Tallon (Scop Ariac) ont été conviés à revisiter ces relations souvent paradoxales à travers diverses situations territoriales en France, en Espagne et en Amérique Latine. Où l'on appréhende entre autres un exode non plus rural mais urbain et où l'on découvre qu'il existe aussi un exil de l'intérieur.

Une séquence animée par Hervé Ossard, directeur de l'Institut d'Economie Industrielle à TSE (Toulouse School of Economics), suivie de deux points de vue complémentaires : celui de l'ingénieur agronome espagnol Raul Compès et de l'ancien eurodéputé hongrois Csaba Tabajdi.

H. Ossard : Nous allons nous intéresser cet après-midi à ces lieux en crise qui connaissent aussi et peut-être surtout une crise des liens. Notamment du fait d'un exode rural qui, ne l'oublions pas, est encore très prégnant dans certains pays, notamment en Amérique du Sud, où les campagnes se vident au profit des villes, voire au profit de destinations étrangères. Mais en la matière, vous montrez, Pierre Gasselin, que la réalité est plus complexe qu'il n'y paraît.

P. Gasselin : Je vous propose de développer trois idées autour de cette question des lieux sans liens, à partir de situations territoriales assez paradoxales, en Europe et en Amérique Latine.

Première idée : les liens dans le territoire supposent un substrat identitaire et un projet partagé. J'illustrerai là mon propos à partir d'une approche comparée de l'institutionnalisation de deux territoires ruraux et de leur construction identitaire à l'aune des politiques européennes au cours des vingt dernières années : l'un dans les Cévennes, l'autre en Andalousie. Deuxième idée : les liens dans le territoire se pensent également à l'aune des liens hors du territoire. Deux situations en attestent avec force et même avec violence dans les Andes, avec d'une part l'hyper mobilité des paysans boliviens aymaras et leur territoire en archipel projeté dans une mondialisation marchande, d'autre part les paysans cañaris (au sud des Andes équatoriennes) qui abandonnent une micro-verticalité de

leur territoire pour structurer de solides diasporas aux Etats-Unis et en Espagne. Enfin, troisième idée : les liens dans le territoire rural ne s'effacent pas seulement dans l'exode vers l'urbain ou l'international, mais aussi du fait d'un exil intérieur, comme le montre l'exemple de la pampa argentine, dont les territoires ruraux sont sinistrés en raison du désœuvrement des agriculteurs familiaux, devenus petits rentiers dans des bourgades que le chercheur Inra Christophe Albaladejo qualifie d'agrovilles. Lesquelles sont toutes au service d'une agriculture d'exportation.

L'identité inventée d'un territoire sans histoire

Commençons par le premier point : ces liens qui, dans le territoire, se tissent à partir d'identités d'appartenance plus que de revendication : « *Je suis d'ici* ». Dans ce cadre, l'institutionnalisation des territoires ruraux via les politiques européennes de type Feader s'est opérée de manière très disparate quant à l'attention portée aux identités territoriales. Pour appuyer mon propos, je veux ici témoigner d'un travail de recherche tout récent : il s'agit de la thèse d'Alberto Perez Chueca que j'ai codirigée. Il y compare la construction territoriale entre d'une part la *comarca*¹ de Guadalteba, en Andalousie, créée en 1993, regroupant 27 000 habitants pour une densité de 33 hab/km² ; d'autre part le pays Gorges Causses Cévennes, en France, créé en 2009, qui est passé de 24 000 habitants en 1881 à seulement 9 000 aujourd'hui, pour une densité de 7 habitants au km². Pour la première, la *comarca* de Guadalteba, le territoire est un construit *ex nihilo* depuis 1993 et s'appuie dans un premier temps sur la mutualisation de services (transports scolaires, ramassages des déchets, marketing touristique etc.) ainsi que sur une reconstruction historique et volontariste de l'identité, avec l'aménagement de sites archéologiques, la création de réseaux de musées, l'édition

¹ *Comarca*, ou comarque : regroupement de municipalités, équivalent aux communautés de communes françaises.

d'ouvrages de vulgarisation sur l'histoire... Et ce, pour « inventer » les racines identitaires d'un territoire sans histoire. Trente ans après, les habitants qui, pour certains, connaissaient à peine le nom de Guadalteba (une rivière locale) et ne s'identifiaient qu'à leur village, se revendiquent aujourd'hui de cet espace, garant de services et porteur d'une forte identité assise sur un patrimoine matériel et immatériel reconstruit.

Fragments cévenols

Du côté des Cévennes, le pays « Gorges Causses Cévennes » rassemble trois entités géographiques contrastées, dont l'histoire et les identités sont extrêmement denses : le plateau calcaire du causse Méjean, catholique, avec ses parcours d'élevage ovin, laitier et allaitant ; les étroites gorges du Tarn et de la Jonte ; et, enfin, les vallées cévenoles, protestantes, étroites et pentues, où l'on trouve châtaigneraies, oignons et petits élevages sur un substrat schisteux. Quoi que formé plus récemment, en 2009, ce pays se concentre sur un processus de concertation d'un diagnostic et d'un projet de territoire, mais peine à fédérer aujourd'hui des acteurs qui sont historiquement repérés dans des identités fortes de milieux, de production, de religion.

Certes, la *comarca* de Guadalteba, en tant que territoire de services, n'est qu'une expression minimaliste d'un projet de territoire et d'un vivre ensemble, mais cette dynamique très fonctionnaliste a constitué le point de départ et la condition d'une réappropriation identitaire et d'un marketing territorial. A l'inverse, le pays Gorges Causses Cévennes, dans son ambition d'un horizon territorial concerté et partagé, se heurte à la fragmentation des espaces et des identités.

Venons-en à votre deuxième exemple, où les populations sont prises dans des mobilités plus ou moins choisies. Que deviennent alors les liens avec leurs terres d'origine ?

P. Gasselin : Les liens au territoire se tissent et se détricotent effectivement en fonction de relations nouées hors de ce

dernier. Parfois dans des asymétries et des violences symboliques comme économiques d'une rare intensité. C'est le cas dans le sud-ouest des Andes boliviennes, à la frontière chilienne et sur les rives du plus grand désert de sel du Monde, au-dessus de 3700 m d'altitude. Là, les paysanneries aymaras pratiquent une agriculture « extrême ». Avec 150 mm de pluie seulement par an, 270 jours de gel et des nuits à -15°C... Seule la production de quinoa y est possible, avec l'élevage de lamas et de moutons.

Une schizophrénie du lien

De ce fait, depuis des siècles, ces populations sont engagées dans une double mobilité. D'abord, une mobilité pendulaire temporaire, permettant une diversification des régimes alimentaires et une valorisation de la saisonnalité du travail selon les étages altitudinaux. Cela amène ces paysans à voyager dans diverses villes proches du territoire. Ensuite, c'est aussi une mobilité qui s'observe dans le cycle de vie et dans une circularité où l'on part de sa communauté quand on est jeune pour étudier ou travailler dans des villes en Argentine, au Chili, en Bolivie, pour ensuite revenir dans sa communauté quand on est âgé.

Or dans ce contexte, l'essor de la consommation mondiale du quinoa a brutalement projeté cette agriculture vivrière, qui était largement non marchande, dans le commerce international. Au-delà des conséquences écologiques de la rupture d'un équilibre déjà très précaire entre agriculture et élevage, d'autres affectent l'existence de ces communautés. Car c'est une société sans propriété, sans organisation démocratique, qui a été catapultée dans une « modernité » sociale, culturelle, politique et économique. Il y a là un choc des valeurs et des fondamentaux. Dans les villes où les paysans se rendent, telle La Paz, la valeur des individus s'apprécie, comme ici, à l'aune de leurs compétences individuelles, leurs capacités d'initiative, leurs attitudes entrepreneuriales et les biens qu'ils possèdent. Mais revenu dans sa communauté, le migrant est jugé à l'aune de sa contribution à l'action

collective, à la transmission des rites, à sa capacité à organiser la médiation et à représenter le groupe. Les mobilités, faites de frictions et de tensions entre ces deux univers de référence malmènent les individus, les plaçant dans une schizophrénie du lien entre eux et avec le territoire.

Exilés mais très connectés...

Autre exemple de liens en complète reconfiguration et qui concerne des formes d'expatriation : les paysans cañaris du sud des Andes équatoriennes qui, suite aux diverses crises subies par l'Equateur à la fin des années 1990 (effondrement du système bancaire, dollarisation de l'économie...) ont été amenés à migrer aux Etats-Unis et en Espagne. Là-bas, ils ont constitué des diasporas très puissantes : elles représentent 20% de la population du pays et constituent la première source de devises. Néanmoins, ces populations exilées maintiennent un lien extrêmement fort avec leur territoire d'origine, jusque dans les prises de décision productive puisqu'on observe un pilotage des systèmes agricoles par téléphone portable depuis New York !

Un cas spectaculaire, à rebours de cet autre cas de figure que vous souhaitiez également aborder : le désœuvrement, c'est-à-dire une sorte d'« exil de l'intérieur ».

P. Gasselín : Effectivement. C'est la troisième idée que je souhaite soumettre au débat : quand le lien au territoire s'efface, ce n'est pas forcément en raison d'un exode vers la ville ou l'international, mais parce qu'il se décompose dans un exil intérieur, notamment lorsque disparaît le travail. C'est le cas dans la pampa argentine où se développe de manière spectaculaire une agriculture intensive de soja OGM, basée sur la monoculture, la mécanisation et la financiarisation : le fameux front de soja qui repousse de plus en plus loin l'élevage bovin. C'est une agriculture qui s'opère en réseau et procède d'un saucissonnage de la production, avec de petits rentiers propriétaires de la terre, qui sont d'anciens *chacareros* (agriculteurs familiaux), mais

également des prestataires de service qui réalisent les travaux agricoles, des investisseurs, des metteurs en marché et, enfin, des ensembliers qui organisent tous ces acteurs, dans une mise en culture de dizaines voire de centaines de milliers d'hectares.

Du coup, on observe là une disparition du lien organique entre le patrimoine foncier et l'outil de production, entre travail et revenu. Cette situation se traduit par des territoires sinistrés, un désœuvrement des rentiers, mis au chômage technique. Cette agriculture dite en réseau, faite de liens marchands contractuels, a vidé les campagnes de leurs liens sociaux.

Un rural qui se repeuple... et se paupérise.

Merci pour tous ces exemples venus d'ailleurs qui permettent d'apprécier plus finement les différentes configurations des relations au territoire. Venons-en au cas de la France, avec Hélène Tallon. Là, il s'agit à l'inverse d'appréhender des phénomènes d'exode urbain : des populations chassées des villes en raison de leur cherté, qui s'installent dans les campagnes, d'où un phénomène de paupérisation dans certaines régions.

Hélène Tallon : Oui, un constat qu'il convient toutefois de nuancer très fortement, à travers plusieurs interrogations. En premier lieu, qu'appelle-t-on pauvreté ? La pauvreté monétaire, c'est-à-dire un revenu insuffisant ? Si oui, est-ce le bon indicateur ? Ensuite, j'interrogerai la dynamique décrite selon laquelle les gens quittent des territoires dits riches pour aller vers des territoires dits pauvres. Car dans ces derniers, on observe en termes de qualité de vie des paradoxes très actifs qui complexifient l'analyse.

Partons d'un premier constat : il est certain que s'opère actuellement une renaissance rurale. Dans leur grande majorité, les territoires ruraux, qu'ils soient péri-urbains ou lointains, fragiles, dynamiques ou résidentiels, connaissent des soldes migratoires positifs. Et, parmi les nouveaux arrivants, les jeunes actifs sont

de plus en plus nombreux, notamment les couples avec enfants, ce qui pose d'ailleurs la question de leur accueil.

Quand on interroge ces migrants urbains sur leurs motivations à la mobilité, ils évoquent les maux des villes, par opposition à la campagne avec ses atouts naturels et paysagers.

Deuxième constat, en toile de fond de ces migrations, existent bel et bien une relégation de populations urbaines et une relative paupérisation des espaces ruraux. Prenons quelques indicateurs. Dans l'Hérault, entre 2013 et 2014, les Restos du Cœur des bourgs-centres de 1 500 à 2 000 habitants affichent une explosion du taux de leur fréquentation de l'ordre de 50%; dans l'Aveyron, selon le dernier rapport de la Caisse nationale des allocations familiales, le taux de pauvreté dans les communes rurales est de 10%, contre 8,3% dans les villes; dans le Cantal, en 2014 un exploitant sur 10 est allocataire du RSA... Et l'on pourrait continuer ainsi à égrener des chiffres de cette nature.

Il n'y a pas que l'argent !

Le phénomène devient donc visible. Et pourtant, quand on demande à ces populations rurales et aux acteurs de l'action sociale comment ils perçoivent leur territoire, ils répondent majoritairement qu'ils sont sur des territoires dynamiques. De fait, ces dynamiques sont discrètes. Ainsi, le taux de survie des exploitations agricoles demeure bien supérieur à celui des entreprises des autres secteurs. Les communes rurales du sud de la France accusent particulièrement bien la crise. Dans l'Hérault, par exemple, c'est dans les territoires les plus éloignés des pôles urbains que la progression du revenu médian (certes peu élevé) est la plus forte : plus de 4% entre 2008 et 2011, soit le double de la progression observée à l'échelle du département. Certains phénomènes surprennent, comme cette « captivité souhaitée » qui s'applique à des jeunes ruraux qui ne veulent pas quitter leur territoire malgré les difficultés économiques que ce dernier connaît et dont ces jeunes ont conscience. Tout cela doit nous mener à mieux

prendre en compte les motivations complexes qui poussent à vivre dans ces espaces aux fortes contraintes économiques.

Il est un fait que chez les personnes qui cherchent à s'installer à la campagne et à y créer une activité, les revenus globaux sont bas, et pensés comme tels dès le départ. Mais, ne considérer que le revenu monétaire biaise la perception de la réalité du quotidien, en passant sous silence les à-côtés qui permettent de vivre correctement : l'entraide, les échanges, la sobriété, etc.

De ce point de vue, les acteurs et les théories du développement local ne sont-ils pas en décalage ? Ont-ils les bonnes approches pour appréhender ces dynamiques nouvelles ?

H. Tallon : Nous sommes encore dans les réflexes du développement tel qu'il a été pensé dans les années 1990, où les territoires sont considérés comme des espaces homogènes, où l'on privilégie la monoactivité en tant qu'activité désirable, etc. Or selon moi, nous vivons une phase de transition : nous devons penser la transformation à bas bruit des espaces ruraux, par la base, c'est-à-dire sous l'impulsion de création de systèmes organisationnels innovants. Car beaucoup d'arrivants sont des acteurs de l'économie sociale et solidaire, qui prennent le relais des acteurs plus classiques du développement, en proposant des modèles alternatifs. Dans certains espaces, par exemple dans le Limousin ou dans les Hautes-Alpes, des organisations plus ou moins instituées se mettent en place, avec un projet de territoire qui n'est pas forcément le même que celui des institutions.

Pour détecter ces mouvements, il nous faut sortir des schémas globalisants, aller vers le micro-local et repenser l'hétérogénéité très forte de ces espaces.

Quelle préconisation feriez-vous ?

H. Tallon : En premier lieu, il est nécessaire de décroiser les dispositifs. Car dans les années 1990, face à une pluralité d'acteurs, on a paradoxalement sectorialisé l'approche du développement soit par acteur/thématique, soit par filière.

Du coup, on se trouve face à des acteurs qui agissent sur un territoire en se coordonnant très peu, voire même qui ne se connaissent pas.

POINTS DE VUE

Le rural : une fragilité qui perdure

Le commentaire de Raul Compès, professeur en économie et sciences sociales, Université Polytechnique de Valence (Espagne)

Première remarque, le monde rural est partout et toujours un milieu fragile, en tension entre l'urbanisation et le retour au milieu naturel. Cette fragilité dépend de plusieurs facteurs: les conditions naturelles, la qualité des politiques publiques et l'organisation des acteurs territoriaux. En Amérique Latine, où je me rends souvent, les politiques publiques sont en général très faibles, et les acteurs locaux sont eux aussi relativement faibles. S'y ajoute une urbanisation très puissante, due en partie à ce manque de gestion politique des territoires.

Deuxième remarque: les problèmes du monde rural persistent. Car il y a encore partout, en Europe et en Amérique, pour parler des continents que je connais le mieux, des problèmes propres aux territoires ruraux, qui justifient des aides spécifiques, lesquelles tentent d'éviter d'un côté la menace d'une disparition et de corriger de l'autre les inégalités des conditions de vie entre espaces urbains, péri-urbains et ruraux. Or en Europe, malgré un demi-siècle de politiques territoriales, nous continuons à parler des difficultés du rural... Tout simplement parce qu'il est très difficile de corriger les déséquilibres.

Trois générations de politiques de développement rural I

Aussi les politiques de développement rural ont-elles évolué, pour essayer de tenir compte des échecs et leçons. Jusque dans les années 1960/70, il s'agissait de politiques agraristes socio-structurelles qui visaient la modernisation des structures socio-économiques de l'agriculture afin de rendre les exploitations plus performantes et plus rentables. Il y a eu certes des résultats, mais qui n'ont pas été suffisants pour répondre à la perte de population et gommer les différences de niveau de vie. D'où une deuxième génération de politiques rurales, dans les années 1980, qui ont ajouté la nécessité de la diversification et du respect de l'environnement: si on ne peut pas retenir les populations par l'agriculture, il faut aider ces dernières à trouver des ressources alternatives, d'autres revenus, d'autres emplois. Cela a plus ou moins marché. Jusqu'au moment où il a fallu encore élargir à d'autres instruments, pour inciter cette fois à l'innovation rurale.

Les vertus de Leader

La fragilité du rural, disais-je, dépend aussi de la capacité des acteurs ruraux à s'organiser. De ce point de vue, le programme Leader a permis de créer dans les territoires des réseaux où ce sont les acteurs publics et privés, agriculteurs et non-agriculteurs, qui ont les moyens de s'organiser et le pouvoir de définir leur modèle de développement. Et ce pas seulement pour identifier les projets et les ressources endogènes à valoriser, mais aussi pour créer des relations de confiance et augmenter le capital social. En Espagne, des groupes de développement rural ont ainsi été capables de mettre en place des projets à partir des potentiels du territoire ou de ressources externes, de créer de ce fait une façon de collaborer et une identité. Le programme Leader est un complément indispensable aux politiques plus classiques impulsées d'en haut par les pouvoirs publics, car il permet de aux acteurs locaux de participer à mieux

déterminer les ressources et les besoins prioritaires.

Une remarque au passage: la logique de la compétitivité des territoires a mis ces derniers en concurrence, pour attirer les investissements, le capital humain, les financements publics... Or pour être compétitif aujourd'hui, un territoire doit être pro-actif. Nous ne sommes plus à l'heure où il recevait des fonds et attendait que le reste du monde vienne l'aider. Désormais, il faut créer des avantages comparatifs.

Je terminerai sur la PAC des années 2014-2020. Car certaines mesures me semblent faire un pas dans le bon sens. Je m'explique. En Espagne, nous avons eu beaucoup d'aides financières mais nous ne les avons pas forcément toutes bien utilisées. Parce que jusqu'à présent, la logique de programmation territoriale était sectorielle et mono-fonds. Or, désormais, les Etats pourront choisir, s'ils le veulent, une logique multisectorielle et multifonds (fonds social, fonds agricoles, fonds de la pêche, fonds régionaux...). Ce peut être l'occasion de mieux planifier et gérer les ressources, même si ce changement de logique n'interviendra pas du jour au lendemain au sein des Etats membres.

Derrière la façade

Pour conclure, il n'y a pas *une* recette pour le développement. Dans mon pays, on trouve presque toutes les situations: une partie de l'Espagne rurale est en train de mourir, principalement dans la partie nord-ouest où la population est vieillissante. En revanche, dans la moitié sud, les campagnes sont encore vivantes. Et nous avons enfin un monde rural intermédiaire, mobile, dans le quart nord-est, où de plus en plus de villages accueillent des gens qui font la navette : ils travaillent à la ville tout en vivant à la campagne, ou à l'inverse, travaillent au village sans y résider. Si ces bourgades offrent une belle «façade», avec des rues et des maisons bien entretenues, l'envers du décor est moins rose: il n'y a plus d'activité économique et la frontière rural-urbain s'est dissoute dans ces mouvements pendulaires.

Déserts ruraux : le drame de l'exode intellectuel.

Le commentaire de Csaba Tabajdi, député hongrois, fondateur de la Magyar Agrakadémia.

C'est la 5^{ème} fois que je fais le pèlerinage à Marciac, la Mecque du monde rural européen. Mais j'y suis de plus en plus désorienté. Avec les Français, il y a l'embarras du choix non seulement des fromages, mais aussi des pensées. Mes amis, pourquoi êtes-vous si mécontents ? Vous avez été un exemple en matière de politique d'aménagement des territoires pour la majorité des pays européens. Certes, le nom du ministère de l'Égalité des Territoires pourrait être changé. Mais sur le fond, cela ne modifie rien. Ce qu'il faut, c'est une politique claire dans tous les pays de l'UE.

Que faire avec les déserts ?

La question la plus importante à mes yeux est la suivante : que faire avec les déserts ? Cela toujours été l'une de mes grandes préoccupations car j'ai passé mes quatorze premières années dans un hameau isolé, perdu dans la grande plaine hongroise. J'ai fréquenté une petite école rurale, sans électricité ni eau courante et je sais très bien ce que sont les inégalités et la nécessité de les corriger.

Je suis d'accord avec ceux qui ont dit lors de ces Controverses : ne parlons pas d'« égalité des territoires ». Peut-être cette dénomination aurait-elle pu convenir pendant la Révolution Française, mais à l'heure actuelle, il est beaucoup plus honnête de se demander comment maîtriser les inégalités sur l'ensemble de la planète. C'est le défi majeur de l'Europe et du reste du Monde. Et je félicite au passage les organisateurs d'avoir choisi ce sujet pour des controverses qui mettent toujours en scène des points de vue contradictoires.

L'OCDE a réalisé une grande étude scientifique – et non pas politique – sur les conséquences de la crise financière, économique et sociale au plan mondial.

Les résultats ne peuvent qu'attrister les gouvernements de gauche. Car on y dit que les inégalités de revenus des citoyens des pays membres se sont accrues plus fortement de 2007 à 2011 qu'au cours des 12 années précédentes. C'est pourquoi il faut réfléchir à l'influence de ces changements économiques, financiers et sociaux mondiaux sur les zones rurales en Europe.

La fractalisation de l'Europe

Par ailleurs, nous n'avons pas encore parlé de la politique de cohésion de l'Union européenne (dite aussi politique régionale). Raul a mentionné les soutiens dont a bénéficié l'Espagne – tout comme l'Irlande-, au titre du rattrapage de ses régions en retard de développement. C'était avant la crise mondiale. Depuis, le contexte a totalement changé. Il y a quatre ans, ici, j'avais signalé qu'au sein de l'UE, le décalage entre les pays méditerranéens de la communauté européenne et les pays de l'Europe du nord était désormais plus grand que ceux qui existent entre anciens et nouveaux Etats membres. La politique de cohésion a donc eu des effets assez minces, il faut l'avouer, au regard du *trend* européen, lequel fait que les régions les plus développées restent cinq fois plus riches.

L'espace communautaire connaît bel et bien une fractalisation (j'adore ces mots français si sophistiqués et je viens d'apprendre celui-là!). Dans ce contexte, l'écart de compétitivité entre la France et l'Allemagne est très angoissant et alarme les eurodéputés. Ce n'est pas bon pour l'Europe. Pour son équilibre, celle-ci a besoin d'une France forte.

L'importance du facteur humain

En tant que député national hongrois, je me suis beaucoup occupé du monde rural, sachant que ma circonscription est totalement dédiée à l'agriculture. Proche de la frontière serbe, au sud, cette région aux sols fertiles a été propice aux cultures céréalières. Mais, après le processus de transition (post-collectiviste), les coopératives et les unités industrielles ont été démantelées. S'y est ajouté un exode

des cerveaux et des compétences qui affecte de manière dramatique les zones rurales.

Aujourd'hui, il faut absolument renforcer la capacité intellectuelle des zones défavorisées en insistant sur la scolarisation et la formation. La solution passe par là. Car le ministère, quel que soit son nom, peut toujours faire des projets, élaborer des programmes de développement : on ne peut aider que ceux qui sont prêts à adopter et utiliser ces instruments de soutien. Or dans mon pays, les campagnes délaissées ne bénéficient pas d'acteurs capables d'utopie et de grande volonté, comme Marciac en a connu. Je sais bien qu'on ne peut pas organiser de grands festivals de jazz partout. Mais j'ai parlé de cet exemple aux maires de ma circonscription pour leur montrer que des choses très originales pouvaient redynamiser leur commune.

Mais la volonté d'un élu ne suffit pas pour développer une zone rurale défavorisée. Les maires ne sont pas des économistes. Et, je m'excuse, mais leurs compétences sont en général restreintes, à l'instar des autres politiques. Dans ma circonscription, j'ai souffert du manque de partenaires pour initier et accompagner le développement. Je n'en ai trouvé qu'un, un agriculteur céréalier, réaliste, qui a fréquenté les milieux boursiers et a commencé à apprendre l'anglais à 50 ans. Avec lui, nous avons essayé de mettre en place une coopération entre les villages afin de donner une première impulsion. Car je le répète, dans la majorité des cas, le succès dépend du facteur humain. D'où l'importance de stopper l'exode intellectuel des zones rurales. Sous le gouvernement socialiste, nous avons créé un système d'aides spécifiques pour les zones défavorisées qui a assez bien fonctionné. Malheureusement, cela n'a pas eu de suite lors du changement de gouvernement. Or cette continuité est indispensable.

Cœur rural, tête urbaine

Les cartes géographiques ne donnent pas à voir de déserts ni de poches vides. En revanche, la carte économique et sociale révèle des béances ici et là. Pas

seulement dans le rural, qui est effectivement très hétérogène, mais aussi dans les zones urbaines. Je le précise car mon cœur est rural et ma tête est devenue urbaine. Or je ne peux pas choisir entre mon cœur et ma tête. Il ne s'agit donc pas d'opposer rural et urbain. Reste que les zones rurales connaissent, malgré tout, plus d'inégalités que les zones urbaines.
